



L'Arabie saoudite va-t-elle rejoindre les *BRICS* ?

Bertrand Besancenot

Ambassadeur de France au Qatar (1998-2002) puis en Arabie saoudite (2007-2016). Spécialiste du Moyen-Orient. Conseiller diplomatique du gouvernement depuis 2017. Membre du conseil d'administration du Comité d'études de défense nationale (CEDN), éditeur de la *RDN*.

En mai dernier, l'Arabie saoudite – comme l'Argentine, l'Égypte, l'Indonésie, le Kazakhstan, le Nigeria, le Sénégal, la Thaïlande et les Émirats arabes unis (EAU) – a été invitée à une discussion, dite *BRICS +*, avec les membres du groupe des puissances économiques émergentes, le Brésil, la Russie, l'Inde, la Chine et l'Afrique du Sud.

Le ministre chinois des Affaires étrangères, puissance hôte, avait alors annoncé que ses membres « étaient parvenus à un consensus sur le processus d'expansion des *BRICS* » et son homologue russe avait précisé que l'Arabie saoudite envisageait de se porter candidate à l'adhésion au groupe – comme l'Argentine l'a fait. Pour Riyad, un tel mouvement serait conforme à son ambition de renforcer son statut international en devenant en quelque sorte un « acteur indépendant » sur la scène mondiale. Il ne s'agirait naturellement pas de renoncer à son partenariat stratégique avec les États-Unis, comme le montrera la prochaine visite à Riyad du président Biden, ni de jouer au « non-aligné », mais d'accroître son autonomie par rapport à Washington – et donc sa capacité de négociation – en diversifiant ses partenaires.

D'autant plus que les pays intéressés à se joindre aux *BRICS* sont déjà, pour la plupart d'entre eux – l'Égypte, l'Indonésie, le Sénégal et les EAU – des partenaires privilégiés du royaume et que les autres peuvent être considérés comme des États « modérés », compatibles avec l'alliance occidentale de Riyad. Cela conforterait également ses liens économiques avec les pays du Sud, qui sont de plus en plus clients de l'Arabie saoudite.

Le format *BRICS +* aurait, en outre, le mérite d'être moins « anti-occidental » que l'Organisation de Coopération de Shangaï, qui apparaît comme une sorte d'extension de l'axe Moscou-Pékin, et où l'Iran a déjà un statut d'observateur.

Il est donc clair que l'Arabie saoudite est très intéressée par le cadre des *BRICS +*, mais il est aussi probable qu'elle ne prendra de décision définitive qu'après s'être assurée que Téhéran, qui s'est porté candidat, ne fera pas partie du groupe. ♦